



DOSSIER DE CANDIDATURE - DEMANDE D'AIDE A L'HABITAT

- Accession à la propriété
 Et/ou
 Location

Date d'enregistrement de la demande :/...../.....

Vous avez été reçu par :

1. État civil du demandeur / codemandeur

	Demandeur	Codemandeur
Nom :
Nom de jeune fille pour les femmes mariées :
Prénoms :
Date de naissance :/...../...../...../.....
Lieu de naissance :
Nationalité :
Situation familiale :
Lien avec le demandeur :
Téléphone :
E-mail :

2. Personnes à charges (enfants, personnes âgées, enfants accueillis...)

Nom	Prénom	Date de naissance	Lien avec le demandeur	Scolarisé (oui/non)

3. Situation socio-professionnelle

Cochez la case correspondant à votre situation

Situation socio-professionnelle du demandeur :

Salarié Travailleur indépendant Etudiant ou en formation Retraité Sans activité

Situation socio-professionnelle du co-demandeur :

Salarié Travailleur indépendant Etudiant ou en formation Retraité Sans activité

Cochez la(les) case(s) correspondant aux revenus que vous percevez

	Demandeur	Codemandeur	Personne à charge*
Salaire	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Retraite	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Aides sociales (Minimum Vieillesse, allocation CHD)**	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Pension (reversion, invalidité, alimentaire)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autre (préciser dans la case correspondante)			

**Voir explications sur la liste des pièces à fournir*

***Hors allocations familiales et bourses scolaires*

A compléter pour les salariés

	Demandeur	Codemandeur
Emploi :
Nature du contrat (CDD/CDI/Intérim) :
Durée du contrat
Date d'embauche :/...../...../...../.....
Employeur :
Lieu de travail :

6. Déclaration sur l'honneur et autorisation

Je soussigné(e), Nous soussignés (noms-prénoms)

Certifie/certifions sur l'honneur que les déclarations faites dans cette fiche de **renseignements sont sincères et exacts**.

Je m'engage / Nous nous engageons à **signaler dans les meilleurs délais tout changement** pouvant apporter une modification à cette déclaration. Toute fausse déclaration de ma/notre part pourrait conduire à l'annulation de ma/notre candidature.

J'autorise / Nous **autorisons la province Nord à solliciter un état de transcription hypothécaire** pour mon compte /nos comptes.

Je suis informé(e) / Nous sommes informé(e)s que cette **demande est valide pendant 6 mois** à compter du dépôt de dossier complet. Passé ce délai et sans proposition d'un logement par un bailleur, le dossier sera automatiquement classé sans suite.

La province Nord, responsable du traitement, met en œuvre un traitement de données à caractère personnel pour la gestion et le suivi d'attribution, d'adaptation et de mutation des logement sociaux ou de mise en place d'un suivi social personnalisé ainsi que la gestion et le suivi des finances et de la comptabilité. Les données collectées sont indispensables à cette gestion et sont utilisées par les services concernés de la province Nord et, le cas échéant, ses sous-traitants et prestataires ainsi que les opérateurs de logement social.

En application de la Loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'interrogation, d'accès, de rectification et d'opposition pour motifs légitimes relativement à l'ensemble des données vous concernant qui s'exercent par courrier postal auprès du service de l'habitat – direction de l'aménagement et du foncier -hôtel de la province Nord – BP 41 / 98860 KONE, ou par courrier électronique à informatiqueetlibertes@province-nord.nc et en accompagnant votre demande d'une copie d'un titre en vigueur attestant votre identité.

En application de l'article 441-7 du code pénal, est puni d'un an d'emprisonnement et de 100 000 F d'amende le fait :

- D'établir une attestation ou un certificat faisant état de faits matériellement inexacts ;
- De falsifier une attestation ou un certificat originellement sincère ;
- De faire usage d'une attestation ou d'un certificat inexact ou falsifié.

Les peines sont portées à trois ans d'emprisonnement et à 300 000 F d'amende lorsque l'infraction est commise soit en vue de porter préjudice au Trésor public ou au patrimoine d'autrui.

Fait à

Le

Signatures :

Demandeur

Codemandeur